



ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DU NORD QUÉBÉCOIS (CSQ)

ᓄVᖃ ᑕᖃᓖᓪᑦᑕᑦᑕᑦ ᐱᓄᑦᑕᑦᑕᑦ ᑲᑕᑕᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ

ASSOCIATION OF EMPLOYEES OF NORTHERN QUEBEC

ᑲ ᐱᓖᐱᑦ ᓄᐱᑕᑦᑕᑦᑕᑦ ᓄᑕᐱᓖᑦ ᓄVᖃ

Info-Négo 14, Spécial Kativik, 16 novembre 2016

Négociations AENQ – Commission scolaire Kativik

Le 31 octobre 2014, nous, représentants de l'Association des employés du Nord québécois (AENQ) rencontrons le Comité patronal de négociation de la Commission scolaire Kativik (CPNCSK) afin de déposer nos demandes et ainsi déclencher le processus de négociation pour le renouvellement des conventions collectives du personnel enseignant et du personnel de soutien de la CSK, tous membres de l'AENQ. Toutes les composantes de la fonction publique québécoise déposaient leurs demandes à la fin octobre, nous n'étions donc pas les seuls à le faire. Cependant, quelle ne fut pas notre surprise de voir que du côté patronal, il n'y avait aucun représentant de la Commission scolaire Kativik (CSK). Le porte-parole du CPNCSK nous a alors informés que le représentant de la CSK n'avait pas eu l'autorisation de la CSK pour assister à la rencontre et qu'il y avait des discussions entre le Ministère de l'Éducation et la CSK sur certains enjeux et qu'il ne pouvait garantir que le CPNCSK pourrait déposer ses demandes dans les 60 jours (délai prescrit par la Loi). Nous nous sommes montrés ouverts à attendre jusqu'en janvier 2015. Nous attendons toujours.

Devant l'absence de convocation du CPNCSK de nous rencontrer pour recevoir les demandes patronales et leurs réponses à nos demandes, nous sommes intervenus directement auprès de la CSK à plusieurs reprises auprès de leur directrice des ressources humaines (DRH) qui nous répondait au nom de la directrice générale (DG) de la CSK. À plusieurs reprises, celle-ci se montrait optimiste et nous informait que bientôt elle aurait de bonnes nouvelles et que les négociations pourraient débuter bientôt. Nous attendons toujours.

En février 2015, nous avons reçu une lettre de la DRH et de la CSK qui nous informait que la CSK était toujours en discussion avec le Ministère de l'Éducation, que la CSK demandait au ministère de se conformer aux droits consentis à la CSK par la CBJNQ et qu'elle visait par-dessus tout à optimiser les bénéfices accordés à ses employés, plus particulièrement ses employés inuits, en lien avec les disparités régionales. Nous attendons toujours.

Dans la situation à laquelle nous étions confrontés, nous n'avions plus le choix. Une plainte officielle a donc été déposée à la Commission des Relations du Travail (depuis, le CRT est devenu le Tribunal administratif du travail, ou TAT) le 4 novembre 2015. Depuis, la CSK a recours à toutes sortes de moyens légaux pour retarder les négociations. Tout cela supposément pour le bien-être de ses employés. Depuis décembre 2015, les négociations intersectorielles sont terminées et les questions salariales, dont les primes, sont réglées. Les autres employés de l'État ont reçu un montant forfaitaire et leur augmentation salariale. Nous attendons toujours.

Plusieurs journées d'audience devant la Juge du TAT ont eu lieu. La Juge a pris le tout en délibéré et a rendu sa décision le 14 octobre dernier. Victoire! Dans sa décision, elle donne au CPNCSK 30 jours pour déposer ses propositions. Nous avons donc

communiqué avec le CPNCSK pour leur communiquer nos disponibilités pour enfin les rencontrer et véritablement débiter les négociations. Le délai de 30 jours est passé. Nous attendons toujours.

La CSK veut améliorer les conditions de travail de ses employés? Ceux-ci n'ont toujours pas reçu le montant forfaitaire, ni leur augmentation salariale consentis par le Gouvernement en décembre 2015. Est-ce cela vouloir améliorer les conditions de travail de ses employés? Le Gouvernement a consenti à changer Kuujuaq et Kuujuaapik de secteur. Cela a pour effet d'augmenter les primes de disparités régionales et d'éloignement pour les employés de la CSK qui travaillent dans ces deux communautés. Pour une personne salariée seule, cela représente une hausse de prime de plus de 1400 \$ par année. Pour une personne salariée avec au moins un dépendant, la hausse est de plus de 3700 \$ par année. Par contre, même si c'est un enjeu réglé depuis décembre 2015, le forfaitaire ne sera pas payé et les hausses de salaire et de primes ne prendront pas effet tant que nos négociations ne seront pas terminées et les nouvelles conventions collectives signées. Contrairement aux salaires, il n'y aura pas de rétroactivité sur les hausses de primes qui découlent du changement de secteur. Il y a donc un manque à gagner de 1400 \$ ou 3700 \$ par année pour nos membres de Kuujuaq et Kuujuaapik. Nous sommes tannés d'attendre.

Mais il y a plus. Le cirque auquel nous sommes confrontés ne fait pas que pénaliser le portefeuille des employés syndiqués de la CSK mais également l'apprentissage des jeunes. Dans un monde idéal où la CSK accepterait toutes nos demandes, les impacts dans les classes se feraient sentir de façon importante : la sécurité d'emploi serait améliorée, donc l'attraction/rétention des enseignant(e)s aussi; le financement des élèves HDAA serait amélioré, donc le niveau des ressources disponibles aussi; le nombre d'élèves dont l'enseignant(e) en éducation spécialisée aurait à sa charge serait limité, le temps octroyé à chaque élève serait ainsi maximisé; un processus visant la réintégration des élèves violents serait mis en place, il y aurait alors un impact positif sur l'apprentissage des autres élèves et sur la santé/sécurité des enseignant(e)s; les conditions de retraite seraient améliorées, particulièrement pour les Inuits. Nous sommes tannés d'attendre.

Le 15 novembre, la CSK seule, et non pas le CPNCSK, a convoqué les syndicats pour une rencontre à la fin du mois de novembre afin de négocier sur la base de nos demandes puisqu'à ce stade-ci, elle dit ne pas avoir de demandes patronales à déposer. Dans son invitation à négocier, la CSK prévoyait passer une heure pour discuter des enjeux du personnel de soutien, une heure pour ceux du personnel professionnel et une autre heure pour discuter des enjeux du personnel enseignant. Elle seule, pas le CPNCSK, alors que nous devons négocier avec le CPNCSK. Est-ce cela négocier avec diligence et bonne foi? Ceux qui font partie du CPNCSK, pour diverses raisons, n'arrivent pas à s'entendre entre eux. La CSK est fautive. Le ministère de l'Éducation est fautif. Le Conseil du trésor est fautif. Nous sommes tannés d'attendre.

Notre message au CPNCSK est clair :

Nous voulons négocier.

Larry Imbeault
Président et coordonnateur de la négociation



ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DU NORD QUÉBÉCOIS (CSQ)

ᐃᐅᑦ ᑕᑦᑎᑦᑎᑦᑎᑦ ᑕᑦᑎᑦᑎᑦ ᑕᑦᑎᑦᑎᑦ

ASSOCIATION OF EMPLOYEES OF NORTHERN QUEBEC

ᑕᑦᑎᑦᑎᑦ ᑕᑦᑎᑦᑎᑦ ᑕᑦᑎᑦᑎᑦ ᑕᑦᑎᑦᑎᑦ

Nego Newsletter no. 14: Kativik Special, November 16, 2016

AENQ – Kativik School Board Negotiations

On October 31, 2014, we, the representatives for the Association of employees of northern Quebec (AENQ), met with the Management Negotiating Committee for the Kativik School Board (MNCKSB). At this meeting, we tabled our demands therefore initiating the negotiation process to renew the collective agreements for Kativik School Board (KSB) teachers and KSB support staff, all members of the AENQ. Everyone who works for Québec's Public Service filed their demands at the end of October; therefore, we were not the only ones to do so. We were very surprised, however, to see that the Kativik School Board (KSB) representative was absent on the management side. The MNCKSB spokesperson then informed us that the KSB representative was not authorized by the KSB to attend the meeting; that discussions had been held between the Ministère de l'Éducation and the KSB on certain issues and that he could not guarantee that the MNCKSB would be able to table its demands within 60 days (the deadline prescribed by Law). We were open to waiting until January 2015. We are still waiting.

In the absence of an invitation to meet with the MNCKSB to submit the management demands and receive their responses to our demands, we repeatedly contacted the KSB. We communicated with their Director of Human Resources (DHR), who responded to us on behalf of the KSB's General Director (GD). On several occasions, she was optimistic; told us that she would have good news soon and that negotiations could start soon. We are still waiting.

In February 2015, we received a letter from the DHR and the KSB informing us that the KSB was still in discussions with the Ministère de l'Éducation, that the KSB had asked the Ministère to comply with the rights granted to it by the JBNQA and that, above all, it intended to maximize the benefits granted to its employees, especially its Inuit employees in connection with the regional disparities. We are still waiting.

Considering the situation we were in, we had no choice. A formal complaint was filed with the Commission des Relations du Travail (since that time, the CRT has become the Labor Administrative Tribunal, or LAT) on November 4, 2015. Since then, the KSB has used all kinds of legal means to delay the negotiations. All this is supposedly for the wellbeing of its employees. Since December 2015, the intersectoral negotiations have been concluded and the wage issues, including premiums, have been resolved. Other Government employees have received a lump sum and their pay increase. We are still waiting.

Several days of hearings were held before the LAT judge. She took all of the information under advisement and rendered her decision on October 14. Victory! In her decision, she gave the CPNKS 30 days to file its proposals. We contacted the MNCKSB to let them know our availability to finally meet with them and begin negotiations. The 30-day deadline has passed. We are still waiting.

The KSB wants to improve its employees' working conditions? These employees still have not received the lump sum or the salary increase granted by the Government in December of 2015. Does this improve their working conditions? The Government has agreed to change Kuujuaq's and Kuujuaaraapik's sector. This will increase the premiums for regional disparity and isolation premium for the employees who work in these two communities. For an employee with no dependent, this represents a premium increase of more than \$1 400 per year. For an employee with at least one dependent, the increase will be more than \$3 700 per year. Even though this issue has been resolved since December of 2015, however, the lump sum will not be paid out and the wage and premium increases will not take effect until our negotiations are completed and the new collective agreements are signed. Unlike with the wages, the premium increases resulting from the change in sector will not be retroactive. Thus, there is a shortfall of \$1 400 or \$3 700 per year for our members in Kuujuaq and Kuujuaaraapik. We are tired of waiting.

But there is more. This circus to which we are confronted not only penalizes the wallet of KSB unionised employees but also the learning process of its students. In an ideal world where KSB would accept all of our demands, the impact in the classrooms would be important: job security would be improved, so would be the attraction/retention of the teachers; the funding of special education would be improved, so would be the level of available resources; the number of students with special needs under the responsibility of a special education teacher would be decreased, resulting in more time available for the teacher per students; a process for the reintegration of violent students would be implemented, which would have a positive impact on the learning process of the other students and on the health and safety of the teachers; the retirement conditions would be improved, especially for the Inuit. We are tired of waiting.

November 15, KSB, not the MNCKSB, convened the unions for a meeting at the end of the month to negotiate on the basis of the union demands since at this point KSB does not have any demands to table. In her invitation, KSB wanted to spend one hour to discuss the union demands for the support staff, another hour to discuss the professionals' demands, and an hour for the teachers' demands. KSB alone, not the MNCKSB, problem is, we have to negotiate with the MNCKSB. Is this negotiating with diligence and in good faith? The different representatives of the MNCKSB cannot reach an agreement between themselves. KSB is at fault. The Ministry of Education is at fault. The Treasury Board is at fault.

Our message to the MNCKSB is clear:

We want to negotiate!

Larry Imbeault
President and coordinator of the negotiations

